

La relance annoncée de l'Union du Maghreb Arabe

Les Ministres des affaires étrangères de l'Union du Maghreb Arabe se réuniront les 17 et 18 février prochain à Rabat. Evoquée à partir d'Alger dans les premiers jours de janvier, la tenue de cette réunion a été confirmée lors de la visite du ministre des Affaires étrangères marocain, M. El Othmani, à Alger, le 24 janvier.

L'UMA avait fortement ralenti ses travaux durant l'année 2011 du fait des révolutions arabes et la dernière réunion du Conseil des Affaires étrangères remonte à décembre 2009. Désormais la mise en place de nouveaux gouvernements en Tunisie et au Maroc à l'automne 2011, ainsi que l'établissement du CNT en Libye, permet aux pays du Maghreb de reprendre le dialogue à 5.

La décision de réunir à nouveau les ministres des Affaires étrangères a donné lieu à des échanges de haut niveau : d'abord évoquée lors de la visite du ministre algérien au Maroc en novembre 2011, la question a ensuite été abordée entre les présidents algérien et tunisien en marge des cérémonies de l'anniversaire de la révolution le 14 janvier à Tunis ; la discussion s'est poursuivie lors de la visite du ministre marocain à Alger. Pour les semaines qui viennent le calendrier est également bien rempli : le Président tunisien prévoit en effet de se rendre à Alger puis à Rabat au début février ; de son côté M. Medelci a annoncé son intention de se déplacer également à Nouakchott, tandis que le sommet de l'Union Africaine à Addis Abeba va permettre de poursuivre la discussion avec la Libye.

La multiplication de ces consultations et le niveau auquel elles se tiennent, montrent qu'il faut s'attendre à une relance de l'Organisation et non à une simple reprise des travaux après les printemps arabes. Dans les capitales cet objectif a d'ailleurs été clairement affiché : « il est urgent de réunir le conseil des affaires étrangères pour dégager les perspectives de la coopération intermaghrébine » selon les déclarations officielles publiées lors de la rencontre entre MM. Médelci et Fassi Fihri en novembre 2011 ; cette position a été confirmée lors de la visite de M. El Othmani à Alger, le 24 janvier. Quant au président tunisien, il a lui-même placé son prochain déplacement à Alger et Rabat sous le signe de la « dynamisation du projet de l'UMA » dans son discours du 2 janvier ; devant des journalistes algériens, il a également envisagé la possibilité d'organiser un nouveau sommet et exprimé le souhait que celui-ci puisse se tenir en Tunisie. Le message est le même pour Tripoli : s'exprimant à Tunis le 14 janvier, le président du CNT a évoqué la convergence de vues avec ses partenaires sur la réactivation de l'UMA. Le Président mauritanien a tenu le même langage.

Il existe toutefois une condition préalable sans laquelle rien ne peut valablement être accompli dans le cadre de l'UMA : celle de la normalisation des relations entre Rabat et Alger. Le blocage des relations entre les deux capitales fait que l'intégration de l'Afrique du Nord est jusqu'à présent largement restée un vœu pieux. Or, dans ce domaine, les deux protagonistes ont choisi de faire de bouger les choses estimant l'un et l'autre qu'il s'agit d'un dossier prioritaire.

La visite que le ministre marocain des affaires étrangères M. El Othmani vient d'effectuer à Alger marque manifestement un tournant, avec l'annonce d'une reprise du dialogue politique sur une base régulière à l'occasion de deux rencontres annuelles. Pour réaliser l'importance du chemin ainsi parcouru il faut se rappeler que les deux gouvernements évitaient les rencontres bilatérales depuis plusieurs années. Certes M.

Medelci a pris soin de modérer l'enthousiasme de son nouvel interlocuteur marocain désireux de progresser rapidement sur le dossier de la réouverture de la frontière terrestre entre les deux pays ; mais il l'a fait en termes modérés : "La fermeture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc n'a jamais été une décision définitive. Le rapprochement qui s'opère avec le Maroc va se consolider avec le nouveau gouvernement marocain. Toutes ces évolutions travaillent à une normalisation à terme des relations". Pour que le message soit clair, la veille de la visite le ministre délégué aux affaires étrangères M. Messahel avait déclaré : « la frontière s'ouvrira bien un jour ». La question du Sahara occidental a été tenue à l'écart des discussions. Chacun est conscient que la route menant au règlement du différend est encore longue ; mais cette fois-ci Alger a évité les propos qui heurtent.

L'Algérie a joué un rôle déterminant dans une évolution qui représente pour elle un choix stratégique. Alger a ainsi multiplié les messages sur la relance de l'UMA comme pour montrer qu'il ne s'agissait pas seulement de l'adhésion à un objectif commun, mais que le pays avait pris l'initiative. M. Bouteflika a fait savoir qu'il avait lui-même demandé à M. Medelci de se rendre en mission à Rabat en novembre 2011, et le Président algérien a reçu de manière ostensible M. El Othmani lors de son récent déplacement à Alger.

En s'engageant sur cette voie l'Algérie qui a réussi à se tenir à l'écart des printemps arabes, souhaite éviter de se trouver isolée au sein d'un Maghreb marqué par une nouvelle donne politique. Il est d'autant plus important pour elle d'établir une relation constructive avec les nouveaux pouvoirs islamistes en place chez ses voisins que des élections auront lieu au mois de mai ; même si la situation est différente de celle qui prévaut au Maroc, en Tunisie ou en Libye, il est plus que probable que les islamistes pèseront à l'avenir dans le paysage politique algérien.

Le contenu de ce que pourrait être une relance de l'UMA n'a pas été précisé, mais on peut essayer d'esquisser le contenu de la discussion qui s'engagera au mois de février. La réforme des institutions et le renforcement de l'intégration économique, avec notamment l'instauration d'une zone de libre-échange, sont régulièrement évoqués depuis plusieurs années; il est vraisemblable que ces questions seront reprises. Un bilan des travaux dans les différents champs d'activité de l'UMA et surtout une réflexion sur les développements souhaitables, éventuellement avec des objectifs, sont également à prévoir.

Les résultats auxquels l'UMA est jusqu'à présent parvenue sont certes modestes, mais les structures de l'organisation offrent un cadre pour travailler avec efficacité, dès lors que les pays-membres en auront la volonté politique. Les travaux reposent en effet sur des réunions sectorielles de niveau ministériel à vocation décisionnelle et celles-ci sont préparées par des commissions techniques réunissant des hauts fonctionnaires. Une commission pour l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche vient ainsi de se réunir tout récemment pour préparer une rencontre ministérielle qui se tiendra à la fin de l'année. L'UMA dispose également d'un secrétariat général permettant d'organiser les travaux de manière structurée.

Un dernier élément est à prendre en considération : celui de l'articulation des travaux de l'UMA avec d'autres organisations de portée régionale. Le souhait des pays du Maghreb de faire de l'UMA un véritable interlocuteur face à ces organisations a été exprimé à plusieurs occasions. Précisant ce point lors de leur récente rencontre à Alger, les ministres algérien et marocain ont expressément évoqué la relation avec l'UE et le 5+5. Il ne s'agit certes pas de quelque chose de nouveau dans la forme puisque le 5+5 a précisément pour

objet le dialogue avec les pays du Maghreb et que des rencontres UE – UMA sont régulièrement organisées. Mais il n'est pas interdit de penser qu'une UMA redynamisée permettrait de renforcer le contenu de ces échanges. S'agissant des calendriers, le hasard fait que le 5+5 devrait se réunir le 20 février, soit quelques jours après les ministres des Affaires étrangères de l'UMA ; quant aux travaux de la PEV, les discussions viennent de s'engager avec les partenaires de la rive sud de la Méditerranée.

Michel Roche

Paris le 27 janvier

Le chef de la diplomatie algérienne Mourad Medelci avait ainsi indiqué début janvier qu'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UMA était prévue « avant la fin février au Maroc ». « L'UMA est une construction qui passe par une nouvelle organisation de nos rapports, une modification de certaines de nos institutions et la création de nouveaux mécanismes » "les mutations intervenues en Tunisie, en Libye et dans d'autres pays arabes ne peuvent que nous encourager à aller plus vite et mieux dans la construction de l'UMA". entre Alger et Rabat, a encore déclaré M. Medelci ».